ENTRETIEN AVEC AHMET NECATI BIGALI,

«Nous désirons depuis longtemps

Frustrée de son adhésion à l'Union européenne, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan entend jouer les premiers rôles dans la région proche-orientale, notamment sur la question palestinienne, d'où une confrontation inévitable avec l'Etat d'Israël. L'attaque de la «Flottille de paix» marquera le point de rupture dans des relations entre les deux pays pourtant de haut niveau, surtout dans le domaine de la défense. Le «printemps arabe» l'a amené à réviser ses positions traditionnelles de soutien pour une démarche pragmatique, mondialisation oblige. Le problème de Chypre vient de refaire brusquement surface avec le lancement des forages offshore dans la zone chypriote grecque. Les gisements de gaz offshore sont estimés à 700 milliards de mètres cubes. Si avec l'Algérie l'excellence des relations est mise en exergue, l'ambassadeur turc à Alger exprime l'impatience d'Ankara d'aller plus vite dans la coopération bilatérale, surtout depuis la signature du traité d'amitié en mai 2006.

La suppression du visa d'entrée en Turquie n'est pas à l'ordre du jour, par contre le nombre des visas devrait être porté à 70 000 cette année.

Halwate loukoum, café turc de rigueur chez l'ambassadeur qui, à l'issue de l'entretien, avoue sur un ton confidentiel : «Les Algériens sont difficiles.» Voire.

Entretien réalisé par Brahim Taouchichet

Le Soir d'Algérie : **Excellence, le fait du jour c'est la demande de l'admission de la Palestine en tant qu'Etat de plein droit à l'ONU. Votre commentaire ?**

Ahmet Necati Bigali: C'est tout à fait légitime. Cela fait plus d'un demi-siècle que dure la tragédie palestinienne. En 1947, le Conseil de sécurité de l'ONU a pris la fameuse décision 181 qui prévoyait l'établissement de deux Etats en Palestine.

L'Etat d'Israël a été créé en 1948. Malheureusement, depuis cette date, la Palestine n'a pas eu son indépendance. Israël est la source de l'instabilité dans la région du Proche-Orient. C'est un Etat qui ne respecte pas le droit international. Il y a des centaines de résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU qui demandent le retrait des forces d'occupation israéliennes des territoires occupés après la guerre de 1967, le retour des réfugiés palestiniens et l'établissement de l'Etat de Palestine.

C'est en vain. Le blocus de Ghaza est contraire au droit international. Nous soutenons la cause palestinienne qui est très ressentie chez nous. Les 23 et 24 août dernier, nous avons organisé une conférence des ambassadeurs palestiniens à Istanbul et nous travaillons pour faire aboutir cette quête d'indépendance de l'Etat de Palestine.

Depuis une trentaine d'années, les pourparlers directs ou indirects entre Palestiniens et Israéliens continuent, les efforts du quartet aussi mais sans résultat. Sans le règlement de la question palestinienne, il n'y aura pas de paix dans cette région.

Votre commentaire ?

Elle est tout à fait légitime, je le réitère. Le refus du Conseil de sécurité ne signifie pas l'arrêt des pourparlers. Tous les pays membres du Conseil de sécurité doivent accepter cette demande.

En cas de refus ?

Vous savez, les Etats-Unis ont mis leur veto. C'est dommage ! Il faut 9 pays du Conseil de sécurité pour que la demande aille à l'Assemblée générale où un vote favorable ne pose pas problème : la Palestine aura un statut d'Etat observateur, on ne parlera plus d'entité. L'Etat de Palestine participera dans toutes les instances internationales de l'ONU et c'est déjà quelque chose.

La Turquie déploie une grande activité diplomatique dans le soutien de la cause palestinienne. Les observateurs politiques spéculent beaucoup quant à ses réelles motivations ?

Photo : Samir Sid

Les fondements de la politique extérieure de la Turquie c'est la paix et la coopération, le principe de zéro problème avec les voisins et le règlement de tous les problèmes dans la région du Moyen-Orient. Toutes les initiatives que nous prenons sont basées sur ce principe. C'est pourquoi nous voulons la paix arabo-israélienne mais qui passe par le règlement de la question palestinienne. La solution c'est deux Etats vivant en paix.

Touristes algériens : le nombre de visas porté à 70 000 cette année

Des observateurs prêtent à la Turquie une volonté de puissance. Elle entend, selon eux, de plus en plus s'affirmer au double plan régional et international, notamment à travers sa position sur la Palestine – en ayant en mémoire la sortie avec fracas de M. Erdogan du forum économique de Davos en 2009, c'est-à-dire au moment fort du bombardement de Ghaza...

Nous ne sommes pas à la recherche d'un rôle spécifique dans la région, par contre, nous voulons que prévale la stabilité. Plutôt que l'ambition d'une hégémonie dans la région, nous voulons la paix et la coopération, moyen pour que la région se développe. Concernant Davos, notre Premier ministre Erdodan n'a pas bénéficié du temps nécessaire pour s'expliquer. Fin 2008, début 2009, l'attaque de Ghaza était un massacre, un crime contre l'humanité, de crime de guerre. L'armée israélienne a bombardé les écoles, les hôpitaux, les ambulances. Le 31 mai 2010, l'armée israélienne a attaqué le navire *Mavi Marmana* qui faisait partie de la «flottille de la paix» qui allait à Ghaza. Dans ce navire qui transportait une aide humanitaire dont des jouets pour enfants, il y avait des gens de 32 nationalités, parmi eux des députés algériens. Ce n'était donc pas une initiative purement turque mais de la communauté internationale. Depuis la création de la république turque en 1923, c'est la première fois qu'une armée étrangère tue des civils turcs. Nous avons posé trois conditions pour la normalisation de nos relations avec Israël : des excuses officielles, l'indemnisation des familles des victimes et la levée du blocus contre Ghaza. Nous rejetons le rapport Palmer qui stipule que l'attaque n'est pas contraire au droit international. Israël doit répondre positivement à ces trois demandes sinon il n'y aura pas de normalisation de nos rapports. De plus, il ne s'agit pas d'une question entre la Turquie et Israël mais avec la communauté internationale. Notre représentation diplomatique est ramenée au rang de deuxième secrétaire, les relations militaires sont suspendues, donc aussi en matière de défense. Je voudrais dire que nous n'avons pas de problème avec le peuple israélien dirigé par un gouvernement fanatique.

Beaucoup de projets en attente du feu vert des autorités algériennes

L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne tarde à se concrétiser quand bien même la Turquie a répondu à un certain nombre de critères d'adhésion. Comment expliquez-vous la farouche opposition de certains pays comme la France du président Sarkozy ?

Depuis des années, monsieur Sarkozy s'oppose, il dit que la Turquie ne fait pas partie de l'Europe, de la culture européenne. La chancelière allemande aussi, ainsi que l'Autriche et l'administration de Chypre du Sud que nous appelons d'ailleurs l'administration grecque du Sud. L'Union européenne a exigé de nous des réformes politiques et économiques que nous avons réalisées. Certes, il reste encore du travail à faire à ce niveau. Il faut savoir que ces réformes nous les avons faites d'abord pour nous-mêmes : démocratie, droits de l'homme sont des valeurs universelles. Le peuple turc désire fortement entrer dans l'Union européenne. Dans quelques années, il n'en voudra peut-être plus. L'enthousiasme dans l'opinion publique turque s'émousse. Je peux vous dire que l'Union européenne n'a pas été honnête et correcte avec nous dans ses engagements.

Les relations algéro-turques sont depuis longtemps inscrites sous le sceau de la qualité. Qu'est-ce qu'il serait opportun d'entreprendre aujourd'hui pour les hisser à un niveau d'excellence ?

Nous avons d'excellentes relations politiques et économiques avec l'Algérie. Mais vu l'immense potentiel de nos deux pays, ces relations restent en deçà des attentes. Nous sommes prêts à travailler dans le transfert technologique, partager notre savoir, notre expérience mais aussi profiter de votre expérience. L'Algérie a beaucoup d'expérience dans plusieurs secteurs. Nous travaillons beaucoup ensemble dans les institutions internationales, par exemple dans le forum mondial contre le terrorisme coprésidé par les Etats-Unis et la Turquie.

Dans quels domaines précis ?

Nous désirons depuis longtemps un accord de libre-échange, mais nos amis algériens ont leurs réserves suite aux ennuis avec l'Union européenne. Nous voulons accroître les vols quotidiens de Turkish Airline. Nous attendons le feu vert de nos amis algériens depuis des années. Actuellement, il y a 1 vol par jour et nous voulons le porter à 3 et ajouter de nouvelles dessertes Istanbul-Oran et Istanbul-Constantine. Cela accroîtra les contacts de nos deux peuples. Je dois rappeler qu'en mai 2006, lors de la visite de notre Premier ministre Erdogan, nous avons signé le traité d'amitié et de coopération avec l'Algérie. Ce traité est d'importance en ce qu'il fait des deux pays des partenaires stratégiques, l'Algérie ayant ce type de traité avec seulement 4 pays dans le monde : l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Turquie.